



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 40 (2025)

Faits saillants

- ❖ Région : La BAD abaisse ses prévisions de croissance pour l'ASEAN à 4,3 % en 2025-2026
- ❖ Vietnam : nouveaux droits de douane de la Commission européenne sur certains aciers
- ❖ Malaisie : La Banque centrale impose un cadre plus strict pour limiter le surendettement des ménages

LE CHIFFRE À RETENIR

5,5 Md USD

Excédent commercial
de l'Indonésie, le plus
élevé depuis 2022

Région

BAD : croissance de l'ASEAN abaissée à 4,3 % en 2025-2026

La Banque asiatique de développement (BAD) a révisé à la baisse ses prévisions pour l'Asie du Sud-Est, pénalisée par les hausses tarifaires américaines et les incertitudes liées aux tensions commerciales. La croissance régionale est désormais attendue à 4,3 % en 2025 et 2026 (contre 4,7 % auparavant). Tous les pays de l'ASEAN voient leurs perspectives abaissées, sauf le Vietnam, dont la croissance 2025 est relevée à 6,7 % (+0,1 point). Les baisses les plus marquées concernent la Thaïlande (2 % en 2025, 1,6 % en 2026), la Malaisie (4,3 % puis 4,2 %) et le Cambodge (4,9 % puis 5 %). Cette révision reflète l'impact des droits de douane américains, notamment sur l'automobile, l'aluminium et l'acier, qui ont pesé sur les exportations et l'investissement. La BAD a également revu légèrement à la baisse ses prévisions d'inflation pour l'Asie du Sud-Est, désormais attendue à 2,5 % en 2025 et 2,7 % en 2026 (contre 3 % et 2,8 % précédemment), après 3 % en 2024. Cette désinflation est portée par la baisse des prix de l'énergie et de l'alimentation, même si l'inflation sous-jacente reste globalement stable depuis mi-2024 et que certaines économies ont connu une légère remontée des prix alimentaires en août.

Indonésie

Les banques publiques indonésiennes relèvent les taux sur dépôts en dollars à 4 %

Les cinq principales banques publiques indonésiennes (BNI, BRI, Mandiri, BTN et BSI) relèveront le taux d'intérêt pour les dépôts en dollars américains à 4 % par an à partir du 5 novembre, contre une fourchette de 0,75 % à 1,75 % auparavant, dans le but d'attirer les devises détenues à l'étranger alors que l'Indonésie a fait face à d'importantes sorties de capitaux de portefeuille en septembre (équivalents à plus de 1,9 Md USD), exerçant d'importantes pressions sur le taux de change, la roupie ayant reculé à son plus bas niveau face au dollar depuis avril. Si le ministre des Finances, Purbaya Yudhi Sadewa, a nié toute directive officielle en ce sens, il a reconnu que le gouvernement élabore des incitations pour rapatrier les avoirs en dollars. Les banques présentent cette hausse comme un moyen de capter les dépôts offshore, mais l'initiative, jugée « agressive » par des économistes, fait craindre une fuite des dépôts en roupies (rémunérés entre 2 et 4 %) et un renchérissement du crédit en devises, alors que les titres boursiers reculaient déjà après l'annonce.

L'industrie manufacturière indonésienne ralentit en septembre

L'indice PMI manufacturier de l'Indonésie s'établit à 50,4 en septembre, contre 51,5 en août, signalant une croissance plus modeste du secteur selon S&P Global. Il avait basculé sous le seuil des 50 entre avril et juillet 2025, traduisant une contraction de l'activité manufacturière. Si les nouvelles commandes, tirées par la demande intérieure, ont progressé pour un deuxième mois consécutif, la production a reculé pour la cinquième fois en six mois, reflétant un affaiblissement du pouvoir d'achat et des coûts de matières premières en hausse. Le ministère de l'Industrie a confirmé une amélioration dans 12 sous-secteurs, notamment l'automobile, la chimie et la pharmacie, tout en soulignant que la reprise reste fragile. D'après S&P, la hausse s'expliquerait également par une augmentation des stocks, à la fois en prévision d'une demande plus forte et pour se protéger contre de nouvelles hausses des prix des matières premières.

L'Indonésie enregistre son plus fort excédent commercial depuis 2022

L'Indonésie a dégagé en août un excédent commercial de 5,5 Md USD (+ 5,8 % en g.a.), le plus élevé depuis novembre 2022, selon l'agence statistique BPS. Ce solde positif a été largement porté par les exportations de produits manufacturés, en hausse de 11,7 % sur un an à 19,8 Md USD, alors que les ventes de produits miniers non transformés ont chuté de 15,5 %. Les exportations d'acier et d'huile de palme ont particulièrement contribué à cette performance. En revanche, les exportations de charbon (3^{ème} poste), ont chuté de 21 % entre janvier et août par rapport à la même période l'année dernière. De manière générale, la hausse des exportations aurait selon les observateurs été stimulée par un effet d'anticipation avant l'entrée en vigueur de nouveaux droits de douane américains. Ils estiment que la dynamique pourrait se poursuivre, même si l'incertitude sur le calendrier de ces tarifs pèse encore sur la demande. En parallèle, les importations indonésiennes ont reculé de 6,6 % en g.a. en août, mais ont augmenté de 2,1 % en g.a. sur la période janvier-août. La Chine reste le premier partenaire commercial de l'Indonésie, tant pour les exportations que pour les importations. Les États Unis représentent le premier excédent pour le commerce de biens de l'Indonésie, avec 12,2 Md USD sur la période janvier-août ; l'Inde suit avec 9,4 Md USD. L'année dernière, l'excédent commercial avec les États-Unis s'élevait à 9,2 Md USD sur la même période.

Malaisie

Stabilisation de l'indice PMI manufacturier en septembre dans un contexte de ralentissement de la demande internationale

L'indice PMI manufacturier de Standard&Poor's pour la Malaisie s'est contracté de 0,1 point en septembre 2025, à 49,8. Son maintien sous le seuil critique des 50 pour le seizième mois consécutif atteste d'une contraction prolongée de l'activité manufacturière en Malaisie. Cependant, pour la première fois depuis le mois de juin 2024, les nouvelles commandes ont progressé sur deux mois consécutifs, portées par une légère amélioration de la demande intérieure. Cette hausse a été réalisée en dépit d'un ralentissement des commandes à l'exportation, lesquelles sont en recul en raison d'une demande plus faible sur certains marchés clés (Etats-Unis, Europe, Asie-Pacifique).

Présentation d'une feuille de route pour l'industrie sidérurgique

Le 29 septembre, le ministère de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie (MITI) a officialisé le lancement d'une feuille de route pour l'industrie sidérurgique à l'horizon 2035 (dite « SIR2035 »). Etablie sur dix ans, cette stratégie vise à restructurer le secteur afin d'accroître sa compétitivité à l'international et accompagner sa

transition vers la neutralité carbone. Le secteur malaisien de la sidérurgie, fortement émetteur en carbone, pâtit également d'un excès de production impactant directement sa productivité économique. Selon le MITI, la capacité de production d'acier pourrait atteindre 40,8 millions de tonnes d'ici 2030, tandis que la demande intérieure est estimée à 14,7 millions de tonnes, laissant un écart significatif que les exportations ne pourront pas combler (la production d'acier brut était de 7,7 millions de tonnes en 2023). Déclinée en quinze points, la feuille de route prévoit à court-terme le renforcement du cadre d'octroi de licences, l'instauration d'une tarification carbone et le développement d'un dispositif d'incitations fiscales pour les investissements à forte valeur ajoutée. Le MITI souhaite proposer la mise en place d'une base de données commune aux membres de l'ASEAN, recensant les capacités de production et leur exploitation, et l'adoption de normes communes en matière de décarbonation.

La Malaisie lance la campagne Visit Malaysia 2026 pour dynamiser le tourisme

La Malaisie a officiellement lancé sa campagne « Visit Malaysia 2026 » (VM2026), présentée comme un pilier stratégique pour stimuler la croissance touristique et renforcer l'image du pays à l'international. L'initiative a été inaugurée par le Premier ministre Anwar Ibrahim en marge de la Journée mondiale du tourisme. Selon le ministre du tourisme, des arts et de la culture Tiong King Sing, VM2026 entend valoriser le patrimoine malaisien, illustré notamment par la reconnaissance par l'UNESCO du projet de reforestation du Forest Research Institute of Malaysia (FRIM). La campagne prévoit des actions de promotion à l'étranger, des coopérations régionales, des initiatives numériques et des projets de tourisme durable. Les résultats de VM2026 devraient être évalués en fonction des bénéfices tangibles apportés aux populations locales.

La Banque centrale de Malaisie encadre plus strictement le crédit à la consommation

Bank Negara Malaysia (BNM) a publié un nouveau cadre réglementaire pour encadrer le financement personnel et les solutions de type *Buy Now Pay Later* (BNPL), afin de limiter l'endettement excessif des ménages. Le document, entré en vigueur fin septembre 2025, fixe une durée maximale de 10 ans pour les crédits personnels et interdit les méthodes de calcul des intérêts à taux fixe, jugées trop coûteuses pour les emprunteurs. La banque centrale impose également aux établissements financiers de cesser les offres de prêts pré-approuvés, d'évaluer la capacité de remboursement des emprunteurs avant tout octroi, et de soumettre à un module d'éducation financière les clients sollicitant un crédit supérieur à 100,000 ringgit (23 722 USD). Concernant le BNPL, les prêteurs doivent désormais intégrer l'historique de crédit ou le paiement des factures dans leurs évaluations. Certaines mesures, dont les modules éducatifs, entreront en vigueur à compter du 1er janvier 2027.

Singapour

Tarifs américains sur les médicaments : la Cité-État se prépare à négocier un plafonnement

Les droits de douane de 100 % annoncés par les États-Unis sur les médicaments de marque à compter du 1er octobre 2025, sauf pour les entreprises disposant déjà de capacités de production aux États-Unis ou en cours de construction. Les exportations pharmaceutiques vers le marché américain s'élèvent à près de 3,1 Md USD par an, soit environ 13 % de ses exportations totales vers les États-Unis. Selon le vice-premier ministre Gan Kim Yong, également ministre du commerce et de l'industrie, l'impact immédiat devrait rester limité car la plupart des entreprises implantées à Singapour, parmi lesquelles Pfizer, Amgen, Merck, Novartis et AbbVie, disposent déjà de capacités de production aux États-Unis, ce qui pourrait leur permettre d'obtenir une exemption. Toutefois, l'incertitude demeure quant à l'étendue de ces dérogations, les autorités américaines n'ayant pas précisé si elles s'appliqueront à tous les produits ou uniquement à ceux fabriqués localement. Le vice-premier ministre Gan a ajouté que Singapour examine la possibilité de négocier avec Washington un mécanisme de plafonnement tarifaire, à l'image des accords conclus par les États-Unis avec le Japon et l'Union européenne.

XSGD, le stablecoin singapourien garanti à 100 %, fait son entrée sur Coinbase

Coinbase a annoncé le listing du stablecoin adossé au dollar de Singapour, XSGD, à compter du 30 septembre 2025, en partenariat avec son émetteur StraitsX. Déjà en circulation depuis 2020 sur d'autres plateformes, le XSGD franchit ainsi une étape majeure pour le développement des paiements numériques dans la Cité-État. Conforme aux exigences définies par la Monetary Authority of Singapore (MAS) dans le futur cadre réglementaire sur les stablecoins adossés à une devise unique, le XSGD est garanti à 100 % par des réserves détenues auprès de DBS Bank et Standard Chartered Bank. Son inscription sur Coinbase permettra aux particuliers et entreprises de réaliser des transactions en temps réel, locales et transfrontalières, avec un coût réduit. Le XSGD sera également intégré à la blockchain Base, développée par Coinbase, avec notamment un pool de liquidité XSGD/USDC sur Aerodrome, renforçant son rôle dans les échanges de devises numériques.

ExxonMobil prévoit une réduction de 10 à 15 % de ses effectifs à Singapour d'ici 2027

ExxonMobil a annoncé le 1er octobre que ses effectifs à Singapour seront réduits de 10 à 15 % d'ici fin 2027, soit environ 500 postes sur un total de 3 500 salariés, dans le cadre d'une réorganisation mondiale qui inclut également 2 000 suppressions d'emplois au

Canada et dans l'Union européenne. Le groupe énergétique américain a précisé qu'il regroupera ses activités locales sur le site de sa raffinerie de Jurong, entraînant la fermeture progressive de ses bureaux de HarbourFront. ExxonMobil, qui exploite deux raffineries à Singapour d'une capacité combinée de 592 000 barils par jour et a inauguré en septembre une nouvelle unité de conversion de résidus lourds en carburants à faible teneur en soufre et en lubrifiants de haute valeur, a indiqué que cette restructuration vise à améliorer sa compétitivité et à renforcer son efficacité opérationnelle. L'Economic Development Board, Workforce Singapore et la plateforme e2i ont annoncé qu'ils accompagneraient les salariés concernés afin de faciliter leur reclassement. Cette annonce s'inscrit dans une stratégie plus large menée par Darren Woods depuis 2019.

Vietnam

EVFTA : l'Union européenne et le Vietnam créent un groupe de travail conjoint pour lever les barrières commerciales

L'UE et le Vietnam ont convenu de mettre en place un groupe de travail conjoint afin de lever les obstacles persistants au commerce et à l'investissement, dans le cadre de la quatrième réunion du Comité mixte de l'Accord de libre-échange UE-Vietnam (EVFTA), qui s'est tenue à Hanoï le 29 septembre 2025. L'objectif du groupe de travail est de renforcer la mise en œuvre effective de l'EVFTA, de proposer des solutions concrètes aux difficultés rencontrées par les entreprises, et de créer un environnement commercial plus transparent et favorable. Il sera composé de représentants des ministères vietnamiens (notamment du ministère de l'Industrie et du Commerce) et des institutions européennes (directions de la Commission européenne et Délégation de l'UE au Vietnam) et pourra également associer des représentants du secteur privé, des chambres de commerce, ainsi que d'autres partenaires techniques, en fonction des thèmes abordés. Il se réunira de manière régulière autour de sous-groupes thématiques selon les sujets prioritaires : l'accès au marché et aux marchés publics, les normes sanitaires et phytosanitaires (SPS), les exigences techniques (TBT), la protection des investissements, la durabilité environnementale et les barrières administratives. A l'occasion de cette 4e réunion du Comité mixte, le Vietnam a annoncé son accord pour participer à l'initiative sur l'accord d'arbitrage d'appel multipartite provisoire (MPIA), a achevé les procédures de ratification de l'accord sur les subventions à la pêche et se prépare à rejoindre l'initiative conjointe sur le commerce électronique (JSI E-com). Les deux parties sont convenues de poursuivre les échanges de délégations et de maintenir les mécanismes de dialogue existants, tout en encourageant les investissements de haute qualité de l'Union européenne au Vietnam, particulièrement dans les domaines des semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle, de la transformation numérique et des énergies renouvelables. Pour rappel, selon des douanes

vietnamiennes, en 2024, les échanges commerciaux entre l'UE et le Vietnam ont atteint 68,4 M USD, soit 8,7 % du volume total des échanges commerciaux du Vietnam et en hausse de 16,8 % en glissement annuel. Durant les 8 premiers mois de 2025, ces échanges se sont élevés à 48,4 M USD, en croissance de 7,7 % en g.a.

Le commerce électronique du Vietnam en forte croissance

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) du Vietnam a relevé sa prévision de croissance pour le secteur du commerce électronique à 25,5% pour l'année 2025, contre une estimation initiale de 20 à 22 %. Selon le MoIT, le volume global des transactions du secteur devrait atteindre entre 26 et 28 Md USD cette année. Cette révision à la hausse s'appuie sur les chiffres des huit premiers mois de l'année, où la croissance du secteur s'est située entre 25 % et 27 %, dépassant largement les scores précédents. Le ministère anticipe une accélération encore plus forte au cours du dernier trimestre, avec des pics de croissance mensuelle allant jusqu'à 35 % en décembre, soutenus notamment par les grandes campagnes promotionnelles de fin d'année. Cette dynamique positionne le e-commerce comme l'un des moteurs clés de la croissance économique du pays, dans un contexte où d'autres secteurs, comme la production de biens de consommation et les exportations, connaissent des ralentissements du fait des tensions commerciales au niveau mondial. Selon le MoIT, la croissance soutenue du commerce en ligne contribue à stimuler l'emploi dans les domaines de la logistique, du transport, de la technologie et des services financiers numériques.

La Commission européenne impose des droits anti-dumping sur l'acier vietnamien

Le 26 septembre dernier, la Commission européenne a imposé de nouveaux droits de douanes s'appliquant à certains types d'acier en provenance de plusieurs pays (Turquie, Japon et Vietnam). Ces droits s'appliqueraient également pour certaines entreprises vietnamiennes à hauteur de 12,1 % pendant 5 ans. Les entreprises du groupe Hoaphat, leader du secteur contrôlant près de 35 % du marché d'acier pour la construction, ont été épargnées par ces mesures selon le ministère de l'Industrie et du Commerce vietnamien. Au cours des derniers mois, plusieurs pays, dont le Vietnam, ont adopté des mesures visant le secteur de l'acier pour protéger leur marché intérieur. En effet, l'industrie de l'acier joue un rôle crucial pour le pays, lequel en a besoin pour son développement immobilier et celui de ses infrastructures, dont les chemins de fer à grande-vitesse. De plus, bien qu'étant le 11e producteur mondial d'acier en 2024, le pays continue d'importer pour pourvoir à ses besoins. Ainsi, en juillet dernier, le Vietnam a imposé des droits anti-dumping allant jusqu'à 27 % sur l'acier chinois afin de protéger la production intérieure, suite à une pétition lancée également par l'entreprise Hoa Phat, entre autres. Des mesures complémentaires ont également été imposées à la Corée du Sud en août 2025, sur un

autre type de produit aciéré. Par ailleurs, ces sanctions interviennent peu de temps après la visite du commissaire européen pour le Commerce et la Sécurité économique Maros Sefkovic, ainsi que la tenue du quatrième comité sur l'accord de libre-échange entre l'UE et le Vietnam.

Thaïlande

Le Premier ministre Anutin présente ses priorités, le ministre des Finances son plan de relance

Dans son discours de politique général devant le parlement thaïlandais, le Premier ministre Anutin Charnvirakul a présenté plusieurs priorités qualifiées de « Quick big win » : un plan de relance de court-terme, avec une attention portée au soutien du tourisme et aux petits revenus, la poursuite des négociations commerciales avec les Etats-Unis, l'amélioration des systèmes d'alerte et d'aide d'urgence en cas de catastrophes naturelles, la promotion d'une société bas-carbone et des énergies propres, l'accélération de la numérisation de l'administration.

Le nouveau ministre des Finances Ekniti Nitithanprapas a justifié le plan de relance de court-terme au regard des prévisions de croissance du ministère pour le T4 2025, à +0,3 %. Son volet budgétaire, le programme de co-paiement Khon La Khrueng et la carte d'aide social de l'Etat, représenterait 2,0 Md USD (66 Md THB), soit +0,4 pt de PIB. Le plan prévoit également un volet de réallocation de ressources de programmes sociaux, en utilisant les fonds (803 M USD ou 26 Md THB) du programme de désendettement Khun Su Rao Chuay (« You fight, we help») pour créer une société de gestion d'actifs dans la restructuration de dettes et en allouant une partie des recettes du Loto national (Government Lottery Office) sur des comptes d'épargne pour les acheteurs de billets en ligne. Au total, le ministre des Finances affiche une ambition de croissance à +1,0 % au T4, mais Chayavadee Chaiyanan, gouverneure adjointe de la Banque de Thaïlande (BOT), a cependant indiqué que ces mesures de soutien à la consommation pourraient avoir uniquement un effet réel de +0,2 pt de PIB, car partiellement transmises aux importations.

Le nouveau ministre des Transports rejetterait la méthode du paiement progressif pour le projet de LGV

Le nouveau ministre des Transports Phiphat Ratchakitprakarn a déclaré refuser la proposition des parties prenantes privées de modifier le contrat du projet de ligne à grande vitesse reliant Don Mueang, Suvarnabhumi et U-Tapao en instaurant un plan de financement progressif « pay-as-you-build ». Le contrat initial, attribué en 2019 au consortium Asia Era One en partenariat avec la State Railway of Thailand (SRT) pour un montant de 3,6 Md USD (117 Md THB) et retardé de 6 ans, repose sur un versement forfaitaire. Pour rappel, après plusieurs années de renégociation, notamment suite à la crise Covid, le procureur général a approuvé au printemps les nouveaux termes du contrat proposés par Asia Era One, la dernière étape pour sa conclusion étant que SRT le propose au Cabinet.

La banque asiatique de développement révisé à la baisse ses prévisions de croissance

La Banque asiatique de développement (BAD) a publié en septembre ses premières prévisions économiques pour la Thaïlande depuis l'annonce des droits de douane « réciproques » du 2 avril. Elle anticipe désormais une croissance thaïlandaise à +2,0 % pour 2025, contre +2,8 % précédemment, du fait de l'entrée en vigueur des droits de douane américains, du ralentissement du tourisme et de la consommation privée. Pour 2026, AdB prévoit une croissance à +1,6 %, proche des dernières prévisions du FMI, de la Banque mondiale et de la Bank of Thailand à +1,7 %.

Philippines

FMI et BAD révisent à la baisse leurs prévisions de croissance pour les Philippines

Le FMI a légèrement abaissé sa prévision de croissance des Philippines à 5,4 % en 2025 (contre 5,5 % en juillet) et à 5,7 % en 2026 (5,9 % précédemment). La Banque Asiatique de Développement maintient, quant à elle, sa projection 2025 à 5,6 %, mais revoit à la baisse celle de 2026 à 5,7 % (contre 5,8 % précédemment). Ces ajustements reflètent une performance plus faible au premier semestre et de pressions extérieures pesant sur le commerce et l'investissement. Les institutions soulignent par ailleurs des risques susceptibles de peser sur la croissance future, tels que les scandales actuels de corruption, les tensions géopolitiques et les chocs climatiques. L'inflation devrait rester modérée (1,6 % en 2025, 2,6 % en 2026), laissant à la BSP une marge pour assouplir sa politique monétaire.

L'activité industrielle aux Philippines se contracte en septembre d'après l'indice PMI

Conçu et mesuré par l'agence américaine de notation S&P Global, le Purchasing Managers' Index (PMI) manufacturier des Philippines est retombé à 49,9 en septembre (contre 50,8 en août), signalant une légère contraction de l'activité industrielle. Le pays enregistre ainsi un niveau en dessous de la moyenne de l'ASEAN (51,6) notamment derrière la Thaïlande (54,6), en tête du classement. Avec un score moyen de 52,1 en 2024 et de 50,8 depuis janvier 2025, c'est seulement la troisième fois en quatre ans que l'indice passe sous le seuil de stabilité des 50 points. Alors que la précédente baisse, en mars dernier, s'explique principalement par les incertitudes liées aux droits de douane américains, le recul de septembre reflète cette fois un affaiblissement de la demande domestique et une contraction de la cadence de production causée par de fortes pluies et inondations.

Cambodge

Une croissance qui se maintient malgré tout

Selon les dernières prévisions de la Banque asiatique du développement (BAD), l'économie cambodgienne croîtrait de 4,9 % en 2025. Dans un contexte international incertain, cela reste une bonne performance pour une économie largement orientée vers les exportations. Toutefois, les prévisions de la BAD d'avril 2025 faisaient état de 6,1 %. La projection pour 2026 a également été réduite à 5 %, contre 6,2 %. Malgré des exportations industrielles en croissance de 22 % en g.a au premier semestre 2025, le Royaume fait face à des vents contraires. D'abord les difficultés liées aux tensions frontalières avec la Thaïlande, qui pèsent sur les chiffres du chômage et de l'inflation. Ensuite, les incertitudes persistantes sur le marché américain. Enfin, le tourisme. Même si au début de l'année les arrivées internationales étaient proches des niveaux pré-pandémiques, soutenues par l'augmentation des arrivées en provenance de Chine, les recettes touristiques sont encore en retrait d'un tiers environ ; et les tensions avec la Thaïlande pèsent sur le nombre de visiteurs. Ainsi, au cours de huit premiers mois de l'année, le nombre de touristes internationaux a chuté de 40 % par rapport à la même période de 2024.

Moins d'impôt pour plus d'emploi ?

Le 30 septembre, le ministère de l'Économie et des Finances a approuvé des incitations spéciales pour 17 projets – bénéficiant du statut QIP – d'une valeur totale de 280 M USD, visant à stimuler l'activité économique et la création d'emplois dans la province de Sihanoukville. Les avantages comprennent : 1) l'enregistrement des entreprises ; 2) l'exonération des droits de timbre et des taxes foncières ; 3) la TVA à taux zéro ; et 4) l'importation en franchises de droits de matériaux de construction. Ces 17 projets immobiliers se répartissent entre la reprise de 10 projets abandonnées, de 2 projets

existants et de 5 projets nouveaux. Il s'agit de centres commerciaux à usage mixte, d'une usine de transformation de l'aluminium, d'usines de production d'aliments pour animaux, de bâtiments polyvalents et d'hôtels. Au total, ces projets pourraient créer près de 2 200 emplois. Un pas en avant, mais sans doute insuffisant face aux quelque 800 000 travailleurs cambodgiens rentrés de Thaïlande entre le début du conflit et la fin août, d'après le ministère de l'Intérieur.

Un enregistrement 100 % numérique

Depuis le 30 septembre, le ministère du Commerce propose un système d'enregistrement des marques entièrement dématérialisé. Cette innovation intervient alors que la croissance économique et le dynamisme entrepreneurial du Cambodge est soutenu : en 2025, 9 412 marques ont été enregistrées, soit une hausse de 9,2 % en un an. Si le pays dispose d'un cadre juridique conforme aux règles de l'OMC, la protection de la propriété intellectuelle reste limitée par le manque de sensibilisation, de moyens institutionnels et la persistance de la contrefaçon. Le nouveau système pourrait renforcer cette protection, essentielle pour soutenir l'innovation, stimuler la compétitivité et attirer les investissements. Des efforts restent toutefois nécessaires pour mieux informer les entreprises et favoriser une application plus rigoureuse de la loi.

Laos

Tourisme, développe-toi !

Sous l'impulsion du comité du Parti, le ministère de la culture et du tourisme prévoit 43 millions de visiteurs, dont 22 millions de touristes étrangers, en 2030 ; dans 5 ans à peine. Ces touristes, y compris intérieures, permettraient de dégager des recettes de 13 Md USD. Certes, le tourisme est essentiel pour le Laos et on a vu – comme dans plusieurs pays de la région – l'impact négatif de la crise sanitaire. Et ces touristes passeraient 10 jours en moyenne dans le pays (pour prendre le temps de voyager sur les routes laotiennes ?). La volonté politique et la mise en ordre de bataille des services de l'Etat sont utiles pour attirer plus de touristes. Orienter la construction d'infrastructures (transport, hôtellerie, restaurant), mettre en valeur les sites, faciliter l'accès au pays (supprimer l'exigence de visa par exemple) ou encore favoriser une offre de produits intégrée et attirante. Il y a beaucoup à faire. Pour mémoire, le Laos devrait accueillir un peu plus de 4,1 millions de touristes étrangers. Moins sûr, donc, que la méthode Coué fonctionne.

Le soleil au secours de l'eau

Le ministère de l'agriculture et de l'environnement annonce vouloir développer l'accès à l'eau par le soleil. Concrètement, dans des zones non raccordées au réseau électrique, l'énergie solaire permettrait l'adduction et la distribution de l'eau. On parle naturellement d'irrigation des terres arables. De fait, seuls 12 % des surfaces agricoles sont irriguées pendant la saison sèche (contre 35 % pendant la saison des pluies). Pendant la saison sèche, il est nécessaire d'aller chercher de l'eau en profondeur puis de la distribuer ; et de la mettre à disposition des agricultures. L'électricité est nécessaire où la gravité ne suffit pas. Une consultation est en cours pour voir comment déployer ces nouveaux mécanismes. Le projet reçoit d'ailleurs le soutien du Programme des Nations-unies pour l'environnement (UNEP).

Energie, toujours

L'adaptation des prix de l'électricité se poursuit. C'est, en effet, une exigence indépassable quand on garde à l'esprit que la dette d'EDL (Electricité du Laos) est d'environ 8 Md USD (53 % du PIB). Du coup, le gouvernement a annoncé une révision des prix. La progressivité de la structure des prix (tariff escalation) sera maintenue. Plus vous consommez et plus l'électricité vous coûte cher. Pour autant, les ménages les plus modestes et les moins consommateurs (< 25kWh/mois) devront payer leur consommation désormais. Et la vérité des prix s'impose. Ils seront progressivement alignés sur les coûts de production. Parallèlement, EDL cherche à renégocier le prix d'achat de l'électricité des producteurs indépendants. Les pertes d'électricité – notamment dues aux branchements sauvages – seront réduites à moins de 6,5 %, des compteurs intelligents installés ou le déploiement de solaire ou éolien domestique encouragé.

Birmanie

Confirmation du rebond du secteur manufacturier en septembre

L'indice PMI industriel de S&P s'établit à 53,1 en septembre, après 50,4 en août, marquant une amélioration pour le deuxième mois consécutif, et son niveau le plus élevé depuis avril 2023. Cette progression résulterait notamment d'une reprise modérée des nouvelles commandes, soutenue par la reconstitution des stocks et une demande internationale accrue.

Timor-Leste

Le Timor-Leste adopte un budget 2026 de 2,3 Md USD

Le Conseil des ministres de Timor-Leste a approuvé un budget général de 2,29 Md USD pour 2026 (+8 % en g.a). Selon le plan présenté, l'État vise une croissance économique de 4,5 % (4,1 % en 2024, projeté autour de 4 % pour 2025), une inflation maîtrisée autour de 1,2 % (attendue à 0,9 % en 2025), et prévoit d'allouer 436 MUSD aux infrastructures, 223 MUSD à l'énergie et 180 MUSD à la protection sociale.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr